



Synthèse
Révision
Expertise
Comptable

59 Promenade Georges Pompidou
Prado Beach - CS 10022
13272 MARSEILLE CEDEX 08
Téléphone : 04 91 77 69 20
e-mail : contact@syrec.fr
s i t e : [www . syrec.fr](http://www.syrec.fr)

COLINE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Bât. G - Maison de la Danse

2, chemin de la Combe aux Fées

13800 ISTRES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

LRC/AG
n° 12213

COLINE
Bât. G – Maison de la Danse
2, chemin de la Combe aux Fées
13800 ISTRES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association COLINE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COLINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 et 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme il est précisé dans l'annexe de vos comptes sociaux, les subventions de fonctionnement allouées pour les collectivités locales ont permis d'assurer la continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2025.

Nous avons donc examiné les procédures d'engagement et de versement desdites subventions. Nous nous sommes ainsi assurés de la bonne application des dispositions relatives au règlement ANC 2018-06 et ANC 2023-03 et de la présentation qui en a été faite dans l'annexe des comptes sociaux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT À MARSEILLE, LE 9 AVRIL 2026 À 18 HEURES 10

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général

**Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes**

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	451	451		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	1	1		
Autres immobilisations corporelles	15 257	14 758	499	1 333
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	15 709	15 210	499	1 333
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	18 900		18 900	21 030
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	15 886		15 886	12 000
Charges constatées d'avance	5 038		5 038	3 641
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	95 615		95 615	78 023
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	135 439		135 439	114 694
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	151 148	15 210	135 938	116 027

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	11 000	11 000
Report à nouveau	53 220	63 259
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-23 888	-10 039
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	40 332	64 220
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques	29 798	
Provisions pour charges	14 148	19 996
TOTAL PROVISIONS (III)	43 946	19 996
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 502	11 287
Dettes fiscales et sociales	13 518	13 309
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		7 216
Produits constatés d'avance	32 640	
TOTAL DETTES (IV)	51 660	31 811
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	135 938	116 027

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	190	260
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	58 173	72 612
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	178 500	167 667
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	15 000	15 000
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 848	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	499	1
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	258 210	255 540
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	88 465	108 020
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	1 615	1 531
Salaires	114 538	110 453
Cotisations sociales	45 010	39 269
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	834	1 692
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions	29 798	1 737
Reports des fonds dédiés		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Autres charges	2 148	3 061
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	282 407	265 762
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-24 197	-10 222
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	406	490
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	406	490
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		10
Différences négatives de change		

Postes	2025	2024
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		10
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	406	481
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-23 791	-9 741
Produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles (VI)		180
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-180
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	97	118
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	258 616	256 030
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	282 504	266 069
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-23 888	-10 039

Annexe

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **135 937,98 €**.

Le résultat net comptable est une **perte** de **-23 887,98 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Avec impact :

- Rupture conventionnelle accordée à Clélia JUTEAU (sortie au 31/01/2026) : une provision pour charge a été comptabilisée à hauteur de 29 798€.

Autres informations significatives

- Obtention d'une subvention de la part de la Métropole pour un montant de 15 000€
- Enregistrement de l'association aux répertoires nationaux

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Description de l'objet social de l'entité

L'objet social de l'association est décrit ainsi dans les statuts :

Favoriser l'adéquation entre l'insertion professionnelle, la culture et la création d'activités économiques dans le domaine artistique.

Mise en place d'actions de sensibilisations, de formation et d'insertion professionnelle en danse contemporaine, permettre la transmission, la création et la diffusion d'œuvres chorégraphiques en France et à l'étranger, favoriser les rencontres et les échanges avec les compagnies ou groupe Français ou étrangers avec un objectifs similaires, permettre d'accueillir des jeunes en formation alternée favoriser l'accès au statut de professionnel des jeunes en formation afin que celle-ci débouche, dans toute la mesure du possible sur une insertion économique au sein d'une compagnie professionnelle.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les missions sociales de l'association correspondent, conformément aux objectifs statutaires de celle-ci, à l'organisation et au développement de la formation professionnelle en danse contemporaines sur le territoire de la ville d'Istres, et plus largement sur le Territoire Ouest-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'objectif est de former des danseurs interprètes et en les confrontant aux réalités du métier d'artiste chorégraphique pour les conduire à un véritable engagement artistique.

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe ci-dessus sont les suivants :

- un enseignement constitué de cours quotidiens en contemporain ou classique, et d'ateliers d'improvisation et de composition.
- un travail de création et de transmission de répertoire sous la direction de chorégraphes contemporains invités
- une expérience de la scène avec des représentations / présentations en France et à l'étranger accompagnée d'un travail d'action de sensibilisation à la danse contemporaine, notamment auprès de publics scolaires
- un échange artistique et culturel avec une structure étrangère.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ;
- Le règlement ANC n° 2023-03 du 1er décembre 2023, venant en complément et définissant les règles spécifiques applicables aux associations ;
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (sous réserve du changement de méthode lié à l'application des nouveaux règlements ANC décrits ci-avant) ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	3 à 5 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	3 à 5 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan. La méthode de calcul retenue est la méthode 1 conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n° 2003-R.01.

Au 31 décembre 2025, la provision pour indemnité de départ à la retraite est égale à 14 148.26€.

Contributions volontaires

Conformément au règlement comptables CRC 99-01, une information qualitative est donnée sur les contributions volontaires, l'entité ayant rencontré des difficultés pour les évaluer.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **ASSOCIATION COLINE** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Ce changement de méthode n'a pas d'impact significatif sur les comptes 2025

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	451			451
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...	1			1
Autres immobilisations corporelles	15 257			15 257
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	15 709			15 709

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences			451			451
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outill...			1			1
Autres immobilisations corporelles			13 924	834		14 758
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			14 376	834		15 210

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients	18 900	18 900		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers	14 400	14 400		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	1 486	1 486		
Charges constatées d'avance	5 038	5 038		
TOTAL	39 824	39 824		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	5 038	
TOTAL	5 038	

Précisions sur certains postes d'actif

Etat des produits à recevoir :

Subvention à recevoir CR PACA pour 11 400€

Subvention à recevoir Métropole pour 3 000€

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	11 000				11 000
Report à nouveau	63 259	-10 039			53 220
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 039	10 039	-23 888		-23 888
TOTAL	64 220		-23 888		40 332
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL	64 220		-23 888		40 332

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Solde des reprises	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques		29 791			29 798
Provisions pour charges	19 996		5 848		14 148
TOTAL	19 996	29 791	5 848		43 946

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 502	5 502		
Personnel et comptes rattachés	4 480	4 480		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	7 865	7 865		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	97	97		
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 077	1 077		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	32 640	32 640		
TOTAL	51 660	51 660		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des ...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 32 640	
TOTAL	- 32 640	

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			178 500		15 000	193 500
Subventions d'investissement						
TOTAL			178 500		15 000	193 500

- Conseil Départemental 13 : 33 000€
- Conseil régional PACA : 38 000€
- DRAC PACA - projet AEC : 5 000€
- DRAC PACA : 20 000€
- Métropole : 15 000€
- Ville d'Istres : 65 000€
- Ville d'Istres - PEC : 2 500€
- Fondations Cléo Thiberge : 15 000€

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	3 139	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	4 480	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	2 188	
TOTAL	9 807	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	3 401	
Afférents aux services autres		
TOTAL	3 401	

Contributions volontaires en nature

Mise à disposition de personnel et de locaux :

Une convention d'objectifs a été signée entre la Ville d'Istres et l'association COLINE pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025. Cette convention a pour objet de fixer les modalités des aides, quelle que soit la forme, que la commune entend apporter à l'association dans le cadre de son objet statutaire et des objectifs qu'elle entend soutenir.

Dans le cadre de cette convention, l'association bénéficie de la mise à disposition de locaux.

Par ailleurs, dans le cadre de cette convention, la commune d'Istres pourra verser à l'association COLINE une subvention de fonctionnement en fonction des objectifs retenus.

Mise à disposition de locaux, matériel :

Pour les besoins de son activité, l'association COLINE utilise le bâtiment de la Maison de la Danse.

Cette mise à disposition est mentionnée dans la convention signée avec la Ville d'Istres.

Le coût de cette mise à disposition n'a pas été valorisé par la Ville d'Istres au titre de l'exercice 2025.

Ces contributions n'ont donc pas été comptabilisées au 31 décembre 2025.

Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

Les fonctions de président ne sont pas rémunérées.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadres et ingénieurs	2
TOTAL	2

Informations complémentaires

Evolution des subventions, formation du résultat 2025 et continuité d'exploitation

Tiers financeurs / contributeurs	2025	2024	2023
CD Bouches-du-Rhône	33 000	33 000	30 000
CR PACA	38 000	40 000	40 000
Ville d'Istres	67 500	69 667	76 333
DRAC	25 000	25 000	25 000
Fondation CléoThiberge	15 000	15 000	15 000
Métropole	15 000		
TOTAL	193 500	182 667	186 333

Les subventions de fonctionnement allouées à l'association Coline au titre de l'exercice 2025 sont les suivantes :

Ressources de l'association

	2025	2024	2023
Ressources propres	58 808	72 873	47 318
Subventions et contributions	193 500	182 667	186 333
TOTAL	252 308	255 540	233 651

La répartition des ressources de l'association est la suivante :

% des ressources propres / Total des ressources

2023 = 20%

2024 = 29%

2025 = 23%

La continuité d'exploitation de l'association au titre de l'exercice 2025 a été assurée par le versement de subventions allouées ainsi que par la poursuite du soutien financier assuré par le contributeur privé, la fondation Cléo Thiberge. Ces financements sont en cours de reconduction en 2026.

Comptabilisation des cotisations

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Toutefois, si l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Concernant la comptabilisation de ses cotisations, l'association COLINE a retenu la méthode de leur comptabilisation en produit dès leur encaissement.